

Le temps est compté pour le plan américain et le *Brexit*...

Marchés Financiers **BOURSE AMERICAINE :** Les indices américains ont débuté la semaine par une baisse, les investisseurs se montrant très inquiets de l'absence de progrès dans les négociations entre la Maison Blanche et les Démocrates sur un plan de soutien à l'économie. Le temps est compté et, après la clôture des marchés, son porte-parole a confirmé un dernier entretien téléphonique aujourd'hui entre Mme Pelosi et le directeur du Trésor pour trouver un accord et permettre un vote du plan avant les élections du 3 novembre. Les investisseurs attendent aussi de voir si le second et dernier débat qui opposera Donald Trump et Joe Biden, jeudi à Nashville, est de nature à modifier le cours de la campagne. Les investisseurs sont donc nerveux et, malgré une ouverture en hausse, à 3 500, l'indice S&P 500 a glissé dans le rouge. Il a reculé progressivement pendant toute la séance, pour terminer sur un niveau proche de son plus bas du jour, à 3 427 (- 57 points), en baisse de 1,6%. Le Dow Jones a perdu 1,4%, à 28 195 (- 411 points), et le Nasdaq Composite a baissé de 1,7%, à 11 479 (- 192 points). Le VIX a bondi de 6,5% (6^{ème} hausse consécutive) à 29,18, un plus haut depuis le 10 septembre. L'inquiétude sur la politique budgétaire a incité les investisseurs à prendre leurs bénéfices, notamment sur certaines valeurs technologiques qui ne semblent pas apporter de « protection » contre ce risque politique. L'action Amazon.com a reculé de 2,0%, celle de Facebook de 1,7% ou celle de Microsoft de 2,5%.

VALEURS : La saison de publication des résultats d'entreprise s'est poursuivie, hier. Haliburton (- 0,7%) a annoncé des pertes sur le troisième trimestre et, surtout, un chiffre d'affaires inférieur aux attentes. Le groupe a encore subi durement la chute d'activité en Amérique du Nord. Après la clôture des marchés, IBM (- 2,9% en électronique), a publié un chiffre d'affaires en recul et annoncé une charge exceptionnelle de restructuration au quatrième trimestre 2020, de 2,3 Mds \$ pour simplifier son organisation. Dans le secteur pétrolier, ConocoPhillips (- 3,2%) a officialisé les informations de la presse sur sa volonté d'acheter son concurrent Concho Resource (- 2,8%), spécialisé dans l'exploitation du pétrole de schiste, pour 9,7 Mds \$. Alibaba (- 0,7%) va acheter pour 3,6 Mds \$ la participation majoritaire détenue par le groupe français Auchan Retail dans l'opérateur d'hypermarchés Sun Art. La chaîne de pharmacies, CVS Health (- 1,4%) a annoncé son intention de recruter 15 000 personnes au quatrième trimestre pour faire face à l'éventualité d'une augmentation des cas de Covid-19 et de grippe saisonnière avec l'arrivée de l'hiver. Verizon (- 1,3%) a indiqué avoir été choisi par l'administration de la sécurité sociale aux Etats-Unis pour fournir des services de communication unifiée (UC) et de centre de contact (CC) à plus de 62 000 employés de SSA répartis à travers 1 300 sites. Intel a conclu un accord pour vendre ses activités de fabrication de mémoire flash à la société sud-coréenne SK Hynix pour environ 9 Mds \$. Intel désire sortir de ce marché pénalisé par un net recul des prix et sur lequel il n'a jamais atteint une taille critique. SK Hynix prévoit d'acheter la plupart des activités de mémoire d'Intel, y compris les opérations de fabrication de mémoire connexes à Dalian, en Chine. Intel conservera sa gamme de produits de mémoire Optane, un type avancé de mémoire largement utilisé dans les centres de données. L'accord ferait de SK Hynix l'un des plus importants fabricants de mémoire NAND au monde. SK Hynix et Intel ont une part de marché combinée de plus de 20% au deuxième trimestre, selon le cabinet d'études taiwanais TrendForce, derrière le géant sud-coréen Samsung Electronics (30% de part de marché).

BOURSES AMERIQUE LATINE : Les principaux indices boursiers latino-américains ont encore terminé la journée d'hier en ordre dispersé, les investisseurs hésitant entre espoir de mise rapide sur le marché d'un vaccin susceptible d'enrayer la propagation du SRAS-CoV-2 et les craintes de nouveau coup de frein à l'activité économique mondiale avec la multiplication des mesures restrictives dans les économies avancées, notamment en Europe. Inquiétudes que les statistiques chinoises d'activité du mois de septembre n'ont pas réussi à apaiser. L'iBovespa a

toutefois terminé la séance en hausse de 0,4%, alors que Paulo Guedes, le ministre de l'économie a annoncé que le PIB du pays ne devrait se contracter que de 4,0% cette année (contre - 4,7% pour la précédente estimation) et déclaré que les dépenses publiques d'urgence de cette années ne seront pas pérennisées. Cette dernière affirmation n'empêche pas les investisseurs de s'inquiéter de la capacité du gouvernement à financer son nouveau programme de soutien aux ménages sans remettre en cause le plafonnement des dépenses du gouvernement fédéral. Le Merval a également terminé dans le vert (+ 0,3%), pour la douzième fois d'affilée, et la bourse de Bogota a gagné 0,6%. En revanche, l'IPC a enchaîné une deuxième baisse de 0,5% de suite, alors que l'IPSA (- 0,2%) et l'indice générale de la bourse de Lima (- 0,3%) en sont à leur troisième recul consécutif.

BOURSES ASIATIQUES : Alors que l'incertitude sur un éventuel plan américain de soutien à l'économie et sur l'évolution de l'épidémie inquiète les investisseurs, les principaux marchés actions de la région Asie-Pacifique sont partagés ce matin. L'indice Nikkei 225 a cédé 0,4% et la bourse australienne 0,7%, malgré la porte laissée ouverte par la RBA à ce nouvelles mesures de soutien à l'activité économique. Hong-Kong modéré, de 0,1%, alors que Shanghai est repassé dans le vert, avec une progression de 0,1%. A Séoul, le Kospi a gagné 0,5%. Sur le marché nippon, l'action SoftBank Group a perdu 1,4%. Le géant japonais des investissements dans les nouvelles technologies inquiéterait certains de ses actionnaires, alors qu'il aurait renforcé dernièrement ses positions dans des sociétés cotées à hauteur de plus de 20 Mds \$ selon l'agence *Bloomberg*. Le titre SoftBank Group avait particulièrement tangué en septembre après des révélations dans la presse sur sa nouvelle stratégie d'investissement via des contrats à terme sur actions, en spéculant massivement à la hausse de valeurs technologiques américaines de premier plan. Le yen est en baisse face au dollar, à raison d'un dollar pour 105,54 yens, contre 105,43 yens la veille. Les cours du pétrole, notamment le WTI, sont encore en baisse ce matin, de 0,6% à 40,57 \$.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, la livre britannique a abandonné une grande partie de ses gains face à l'euro et au dollar en fin de journée, dans un marché s'interrogeant sur la stratégie de Londres dans ses discussions avec Bruxelles sur un accord de libre-échange post-Brexit. A la clôture de Wall-Street, la livre reculait de 0,1% face à l'euro à 90,93 pence pour un euro et montait encore de 0,2% face au billet vert, à 1,2945 \$. La devise britannique avait débuté la journée en nette hausse face à ces deux devises alors que le marché semblait plus optimiste. Mais le Royaume-Uni a répété ne toujours pas voir de « nouvelle base » pour reprendre les négociations commerciales, tout en se félicitant de la proposition de Bruxelles d'accélérer les discussions... Le négociateur européen Michel Barnier avait affirmé plus tôt que l'UE restait « disponible pour intensifier » les discussions « sur la base de textes juridiques ». L'euro, quant à lui, se renforçait face au billet vert (+ 0,4% à 1,1770 \$ pour un euro). Le dollar a souffert en début de séance américaine de l'optimisme modéré du marché sur le vote d'un nouveau plan de relance aux Etats-Unis avant les élections du 3 novembre, après des déclarations de la présidente Démocrate de la Chambre des Représentants pendant le week-end. Mais, rapidement, le dollar s'est stabilisé, remontant légèrement en fin de séance américaine. Les cambistes sont aussi dans l'attentes de nouvelles annonces de la BCE, notamment sur une augmentation potentielle de son programme de rachat d'obligation. Séance sans grand relief sur les marchés obligataires, en l'absence de « *market movers* ». Les rendements des obligations d'Etat françaises et allemandes à 10 ans ont stagné, à respectivement - 0,342% et - 0,627%. Les dettes périphériques ont en revanche subi quelques prises de bénéfices avec + 3 pb sur le rendement du Bonos espagnol à 10 ans, à 0,158%, et de 6 pb sur le BTP italien de même maturité, à 0,715%. Sur le marché obligataire américaine, le rendement du T-Note 10 ans a progressé de 2 points de base, à 0,771%.

PETROLE : Les cours du pétrole ont un légèrement baissé sur cette première séance de la semaine, alors qu'aucune annonce majeure n'a été faite à l'issue de la réunion mensuelle des ministres de l'OPEP et de leurs alliés. Le baril de Brent pour livraison en décembre a terminé la à 42,62 \$ à Londres, en baisse de 0,7% ou 31 cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de WTI pour novembre a perdu 0,1% ou 5 cents, à 40,83 \$. L'OPEP+ a maintenu

ses objectifs de réduction de production, décidés en avril. De plus, le cartel et ses alliés, dont la Russie, ont confirmé que le retrait actuel de 7,7 millions de barils par jour (sans compter les éventuels rattrapages des retardataires) doit être ramené à 5,8 millions à compter de janvier 2021. Certains intervenants sur le marché espéraient une poursuite au-delà de janvier des coupes de production et une réaction plus drastique du cartel alors que le tableau se noircit du côté de la demande en Europe et aux Etats-Unis. Par ailleurs, les données économiques publiées hier matin en Chine ont déçu les investisseurs, avec une croissance de l'économie au troisième trimestre de 4,9% sur un an, une hausse inférieure aux prévisions du consensus (+ 5,2%) et éloignée du niveau atteint en 2019 (+ 6,1%), qui était déjà un plancher en trois décennies. Le Chine reste le premier importateur mondial de pétrole brut.

News clefs

La présidente Démocrate de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, et le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, ont poursuivi lundi leurs avancées sur un nouveau plan de soutien à l'économie américaine : **ils se sont entretenus pendant 53 minutes par téléphone et ont « continué de réduire leurs divergences », a déclaré le porte-parole de Mme Pelosi. L'objectif est d'avoir d'ici ce soir une « idée » sur la possibilité ou non d'adopter un nouvel ensemble budgétaire avant les élections du 3 novembre a ajouté son porte-parole sur twitter.** Le chef de la majorité Républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a annoncé lundi que le Sénat votera mercredi sur un plan de soutien limité et centré sur des secteurs précis. Les Démocrates juge le projet trop « maigre » et ont bloqué un texte similaire le mois dernier.

A J-15, plus de 29 millions d'Américains à travers le pays ont déjà voté par courrier ou en personne, ce qui pourrait représenter à ce stade près d'un cinquième de la participation totale, selon l'organisation indépendante Elections Project.

L'émission de dette commune par les pays européens pour surmonter le choc provoqué par la crise sanitaire du coronavirus doit rester une exception, a déclaré Jens Weidmann, président de la Bundesbank, qui semble rejeter l'appel de la présidente de la BCE Christine Lagarde en faveur d'un outil budgétaire commun : « Ce type d'emprunt devrait rester une mesure anticrise ponctuelle car l'augmentation constante de la dette commune ne s'inscrit pas dans le cadre institutionnel de l'UE ». Jens Weidmann a fait valoir que le transfert de la responsabilité financière au niveau de la zone euro nécessiterait que les Etats membres transfèrent également des pouvoirs de politique budgétaires à l'Union : « Une intégration politique beaucoup plus étroite serait nécessaire et, à terme, l'Union Européenne devrait évoluer vers un État fédéral démocratique ». Au lieu de cela, les pays de la zone euro pourraient faire preuve d'une plus grande responsabilité budgétaire et s'assurer des finances solides.

Focus Economique

RBA : MINUTES, VERS UN NOUVEAU ASSOUPLISSEMENT MONETAIRE...

La Reserve Bank of Australia a publié les minutes de sa réunion de politique monétaire de début octobre. La nécessité de maintenir une politique monétaire très accommodante est confirmée, notamment pour soutenir le marché du travail. Mais les banquiers centraux observent une reprise « graduelle » de l'activité économique, dont la poursuite reste toutefois « *dependent on containment of the virus* ». Ils continuent aussi à réfléchir à des actions de politique monétaire pour mieux soutenir le marché du travail : « *both unemployment and underemployment were expected to remain high for an extended period* ». Par ailleurs, les banquiers centraux indiquent que l'inflation est « *expected to remain subdued for some time* ». Ainsi, « *members considered that fiscal and monetary support would be required for some time given the outlook for the economy and the prospect of high unemployment* ». Le document souligne aussi « *members discussed the options of reducing the targets for the cash rate and the 3-year yield towards zero, without going negative, and buying government bonds further along the yield curve* » et plus loin indique « *members discussed the options of reducing the targets for the cash rate and the 3-year yield towards zero, without going negative* ».

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.